

Zeitschrift: Domaine public
Band: 40 (2003)
Heft: 1548

Rubrik: Courier

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Histoires d'orgue

Un nouvel orgue est installé dans la cathédrale de Lausanne. La pose d'un nouvel instrument est un événement peu fréquent dans une église de cette dimension. Mais la singularité de l'événement tient à l'origine du facteur d'orgue choisi par l'État de Vaud. L'entreprise *CB-Fisk* vient de Gloucester, une petite ville du Massachusetts, au nord de Salem.

Ainsi les Américains, ou plutôt les Étatsuniens comme disent plus justement les Québécois, ne nous vendent pas seulement des avions de chasse, des

ordinateurs, du cinéma et quelques guerres de-ci de-là. Venu des austères terres puritaines où accosta le *Mayflower*, voilà que des artisans, mi-ébénistes, mi-musiciens travaillent patiemment à monter et accorder un orgue dans une de nos églises, une spécialité dont on pouvait penser qu'elle était purement européenne.

L'histoire de Charles Brenton Fisk est d'ailleurs assez singulière. Il naquit en 1925 dans une famille «privilegiée», selon les termes d'un journal local, à deux pas de l'université de Harvard. Enfant, il chante dans le

chœur d'une église et se découvre un talent pour la musique. Mais le domaine où il excelle est celui de la physique nucléaire. Après son diplôme à Stanford, il travaille au centre de recherche de Los Alamos au Nouveau-Mexique, où l'on mit au point les premières bombes atomiques, puis les engins à Hydrogène.

Quel cheminement poussa ce scientifique à abandonner une activité dont on sait qu'elle ne fut pas aisée à assumer par les plus grands savants de leur temps, pour devenir... apprenti chez un facteur d'orgue de Cle-

veland? Nous l'ignorons, mais on peut subodorer que ce ne fut pas très simple. Il créa ensuite sa propre entreprise de fabrication d'orgue où la combinaison de ses talents de physicien et de musicien allait faire merveille. Charles Fisk introduisit de nombreuses innovations dans la conception de l'orgue tout en maintenant le caractère très artisanal de cette activité. Il décéda à 58 ans. Il écrivait aussi de la poésie. Il semble que la vieille Europe peut encore reconnaître ses lointains petits-enfants, tout là-bas en Nouvelle Angleterre. *jg*

Courrier

Le WEF de Davos et le gouvernement mondial

Le World Economic Forum (WEF) ne serait pas un gouvernement mondial et le pouvoir actuel est détenu dans le monde par les gouvernements, les parlements etc. C'est la conception de Jean-Daniel Delley (DP n°1546). Or, on peut pinailler sur les mots qui définiraient la «forme» que doit prendre un gouvernement, mais le WEF est l'expression du système qui gère les accords mondiaux et de ce fait une des expressions du «gouvernement» mondial. Dans un monde où les ressources se raréfient pour le plus grand nombre du fait de sa destruction d'une part et de la monopolisation par des élites d'autre part, la «structure» qui est capable de priver de ressource des individus ou des populations au point de les envoyer dans l'indigence ou de les tuer au mieux, d'en faire des marchandises au pire, est effectivement un «gouvernement». Ensuite, la forme que prend ce

«gouvernement», par qui, par quoi et de quelle manière il agit, c'est justement la question qu'il faut se poser et que ces jeunes altermondialistes se posent. Mais pour se la poser, il faut poser d'abord un diagnostic courageux et correct et dire «on a quelque chose du côté du cœur, là», manière imagée de dire que les instances de décision habituelles sont neutralisées. Et espérer être un organisme suffisamment complexe pour by-passer le «cœur» vers d'autres moyens de survie le temps de régler le problème de l'agression. Et c'est justement ce que ces jeunes tentent de faire.

Ces jeunes (et moins jeunes) ont donc raison de dire que le WEF - comme l'OMC, le FMI, la BM, le G8 et tous les autres avatars qui viendront - sont l'expression du «gouvernement mondial», raison de dire qu'il est illégal et illégitime, raison de dire qu'il ne faut pas y collaborer mais comprendre comment

il agit et le combattre, raison de dire que les gouvernements, les parlements etc. opèrent de plus en plus en réalité virtuelle, qu'ils ne sont de plus en plus, même si ceux qui les forment sont honnêtes, que des simulacres, des masques pratiques ne serait-ce que par la légitimation du recours à la force armée qu'ils permettent.

On en a tous les jours des exemples flagrants, y compris dans notre pays. Et à l'étranger, si je vous demande pour qui travaillaient Bush, Cheney, Rumsfeld et Rice avant d'être au gouvernement américain, vous me répondrez qu'ils étaient employés municipaux? Allons donc, tout le monde sait qu'ils étaient (sont) dans le pétrole. Et cette guerre qui vient, c'est pour le contrôle des rutabagas?

Comment peut-on encore préférer une énormité pareille, à savoir que le parlement a encore le contrôle sur ce qui se

passé? Si ce n'est peut-être que parce que si on met en doute ce fait, alors on est obligé de s'examiner un peu au risque de découvrir qu'on a un grand trou, du côté du cœur, là.

Ceci dit, je ne justifie pas la violence de certains manifestants, mais je la trouve faible par rapport à la violence, au déni de droit démocratique, au mépris de l'argent populaire utilisé pour la «protection» de ce genre de manifestation, tel qu'il est exercé par le gouvernement suisse. Sans compter que nous sommes toujours en réalité virtuelle avec la presse, comme le journal le Courrier l'a montré, et qu'il est facile avec les moyens étatiques ou transétatiques modernes, d'infiltrer des manifestants et de faire dire n'importe quoi à la Rindipresse, où beaucoup de journalistes s'autocensurent par peur pour leur emploi.

Pascal Cretton,
Lausanne